

et les sentiments que soulève toujours une question de race ou de religion ne manqueront pas de remarquer quels éléments d'un drame politique présentait ce combat de 13 députés contre 188. La tempête a passé, le gouvernement a été soutenu avec plus de vigueur qu'on ne pouvait le présumer, et M. D'Alton McCarthy, qui s'est officiellement séparé du parti conservateur, a cependant continué à lui donner un support sincère pour tout ce qui n'a pas rapport à la nouvelle ligne de conduite qu'il s'est tracée. L'association des partisans des " Droits Egaux " a été formée, et celui qui en est le chef réel, quoiqu'il ne porte jamais ce titre, a pris une part plus ou moins active à l'agitation qu'elle a soulevée.

Le 22 janvier, 1890, M. McCarthy fit encore un pas dans le sentier qu'il s'était tracé et déposa un projet pour l'amendement de l'acte du Nord-Ouest et l'abolition des deux langues dans les Territoires. Son premier discours a été tellement répandu qu'il est inutile d'en donner l'analyse. D'un côté, on taxe ce discours d'une injuste violence et d'une bigoterie protestante excessive ; de l'autre côté, on le considère comme l'expression des vrais principes de la liberté civile et religieuse. L'orateur et sa mesure soulèvent le plus violent antagonisme et les débats les plus amers. Le résultat prévu, non sans appréhension, dès le début, fut un compromis que Sir John Thompson formula dans un amendement du gouvernement. Cet amendement, qui accordait à l'Assemblée du Nord-Ouest, après sa prochaine élection générale, le pouvoir de régler elle-même sa procédure comme cela lui paraîtrait convenable, fut adopté par 99 voix de majorité. La question en est encore là. Mais il arrive encore comme un murmure éloigné de nouvelles attaques sur le même sujet, et nous entendons de temps en temps l'écho de ce fameux discours que prononça le député de Simcoe à Stayner le 12 juillet, 1889 : " Voici le temps où le scrutin va décider cette importante question devant le peuple, et, s'il n'apporte pas le remède à notre génération, la génération qui nous suivra le demandera aux baïonnettes. "

En mai, 1890, l'Assemblée Législative d'Ontario fut dissoute, et un mouvement considérable fut fait par les *Equal Righters* à propos des progrès de l'enseignement du français dans certaines écoles et dans certaines sections de la province et de la protection que le gouvernement Mowat accordait à cet enseignement. M. Charleton, M.P., et le Principal Caven oublièrent leurs déclarations antérieures, du moment